

Bordereau attestant l'exactitude des informations - REIMS - 5103 - Documents comptables (B-C) -
Dépôt le 15/10/2024 - 9170 - 2002 B 00505 - 444 093 009 - HOLDING RD FINANCE

HRDF : Etats financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

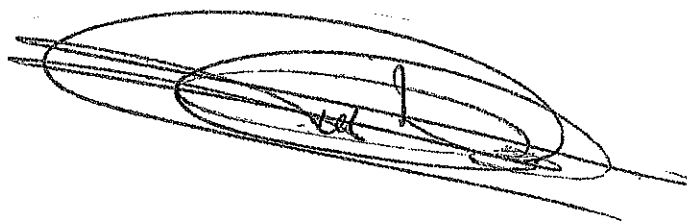
ACTIF	Note	Conso 31/12/23	Conso 31/12/22
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>		k€	k€
Immos incorporelles	4.1	4 475	4 411
Immos corporelles	4.2	14 649	12 355
Immos financières	4.3	3 265	3 621
Titres mis en équivalence	4.3	567	479
Total actif immobilisé		22 956	20 866
<u>ACTIF CIRCULANT</u>			
Stocks		679	640
Créances d'exploitation		652	538
Autres créances	4.4	3 285	2 534
ID actif		20	21
Disponibilités	4.5	11 370	9 717
Charges constatées d'avance		708	736
Total		16 714	14 186
TOTAL ACTIF		39 670	35 052

PASSIF	Note	Conso 31/12/23	Conso 31/12/22
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		k€	k€
Capital		3 001	3 001
Réserves consolidées		(226)	(602)
Résultat		797	376
Capitaux propres part du Groupe	4.6	3 572	2 775
<u>CAPITAUX PROPRES MINORITAIRES</u>		1 099	1 265
<u>Subventions d'investissement</u>		42	50
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>	4.7	188	253
<u>DETTES</u>			
Dettes financières	4.8	23 414	20 946
Fournisseurs	4.9	6 072	4 565
Dettes fiscales et sociales	4.10	5 019	4 812
Autres dettes		263	306
ID passif			0
Produits constatés d'avance		1	80
Total dettes		34 769	30 709
Total passif		39 670	35 052

HRDF : Etats financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

COMPTE DE RESULTAT	Note	Conso 31/12/23	Conso 31/12/22
Ventes	4.11	57 820	48 651
Autres produits d'exploitation		819	724
Consommations marchandises		(15 146)	(13 019)
Autres achats et charges externes		(16 405)	(12 484)
Impôts et taxes		(632)	(610)
Frais de personnel	4.12	(18 530)	(16 076)
Autres charges d'exploitation		(3 253)	(2 367)
Dotations aux amortissements		(2 673)	(2 468)
Dotations aux provisions			0
Résultat d'exploitation avant amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition		2 000	2 351
Dotation amortissements des écarts d'acquisition			
Résultat d'exploitation après amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition		2 000	2 351
Produits financiers		214	72
Charges financières		(705)	(316)
Résultat financier		(491)	(244)
Produits exceptionnels		1 271	1 277
Charges exceptionnelles		(1 146)	(1 924)
Résultat exceptionnel	4.13	125	(647)
Impôts sur les résultats	4.14	(667)	(632)
Résultat des entreprises intégrées		967	828
QP résultat sociétés mises en équivalence		289	28
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 256	856
Intérêts minoritaires		(459)	(480)
Résultat net de l'ensemble consolidé		797	376

 CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL



HOLDING RD FINANCE
Société à responsabilité limitée
au capital de 3 001 090,90 euros
Siège social : 39 avenue Hoche
51100 REIMS
444 093 009 RCS REIMS

RAPPORT DE GESTION DE LA GÉRANCE
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 20/09/2024

Exercice clos le 31/12/2023

Chers associés,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31/12/2023 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice écoulé clos le 31/12/2023, l'activité de la Société en tant que holding s'est améliorée, dégageant un chiffre d'affaires de 1 617 317.06 euros contre 1 467 771 euros l'exercice précédent.

Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Depuis le 31/12/2023, date de la clôture de l'exercice, la survenance d'aucun événement important n'est à signaler.

Évolution prévisible et perspectives d'avenir

Relativement satisfaits des résultats de l'exercice écoulé, nous allons cependant porter tous nos efforts au développement du chiffre d'affaires de nos filiales, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure et en surveillant au mieux le suivi des règlements.

Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Prises de participation ou prises de contrôle

Nous vous signalons que notre Société a pris, au cours de l'exercice écoulé, les participations suivantes :

10/11/2023

- INVEST CANNES IMMO, participation complémentaire de 49% pour porter la détention à 100%
127 bd de la Croisette 06400 CANNES

12/04/2023

- BK JAURES, à hauteur de 51%
39 avenue Hoche 5100 REIMS

28/12/2023

- RD GECO, à hauteur de 100%
39 avenue Hoche 5100 REIMS

28/11/2023

- ITALIAN QUEEN DEVELOPPEMENT, à hauteur de 50%
39 avenue Hoche 5100 REIMS

29/12/2023

- SB HOLDING (39 avenue Hoche 5100 REIMS), participation complémentaire de 6.07% pour porter la détention à 66.07% par apports des titres suivants qu'elle détenait :
 - 150 actions de SB DIJON
 - 150 actions de SB METZ
 - 150 actions de SB TOISON D'OR
 - 150 actions de SB MUSE
 - 150 actions de SB THIONVILLE

Rappel des participations existantes

A l'issue de l'exercice, notre société détient donc :

- SAS BRISTOL REIMS, à hauteur de 100%
74 place Drouet d'Erlon – 51100 REIMS
- SAS SHERLOCK LILLE, à hauteur de 100%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SAS L'EDITO REIMS, à hauteur de 100%
76 place Drouet d'Erlon – 51100 REIMS
- SAS L'EDITO DUNKERQUE, à hauteur de 100%
97 entrée du Port – 59140 DUNKERQUE
- SAS L'EDITO DIJON, à hauteur de 100%

2 place Darcy – 51100 REIMS

- SCI DU 14 MAI, à hauteur de 95%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- L'EXPERIENCE, à hauteur de 100%
74 place Drouet d'Erlon – 51100 REIMS
- SAS LG DUNKERQUE, à hauteur de 75%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SAS SB HOLDING, à hauteur de 66.07%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SARL LICENCE INSIDE, à hauteur de 60%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SAS BK HOLDING à hauteur de 60%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SAS 3DG IMMO, à hauteur de 60%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SAS L.M, à hauteur de 50%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SAS LG DIJON, à hauteur de 50%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SARL SHERLOCK VERDUN, à hauteur de 50%
Rue du 61^{ème} RA – 55100 VERDUN
- SARL CAPUCCINO, à hauteur de 50%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SARL L'EDITO VALENCIENNES, à hauteur de 50%
Rue du Dauphiné – 59300 VALENCIENNES
- SCEV CHATEAU CERASE, à hauteur de 45%
1 Malbati – 33500 ARVEYRE
- SARL HOTELIERE DU PONT, à hauteur de 33%
44 crs Jean Jaurès – 84000 AVIGNON
- SAS HOTELIERE DU PARC, à hauteur de 25.10%
25 rue de la ferme du Pavillon – 77600 CHANTELOUP EN BRIE
- SNC HOTELIERE DE CHAMPAGNE, à hauteur de 25.01%

75 place Drouet d'Erlon – 51100 REIMS

- MEETING'N CO à hauteur de 100 %
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- FOOD'N CO LEARNING à hauteur de 75 %
26 rue Buirette – 51100 REIMS
- INVEST CANNES IMMO, à hauteur de 100 %
127 boulevard de la Croisette – 06400 CANNES
- SCI HOCHE III, à hauteur de 50%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SAS LA TABLE DE LA BRUYERE, à hauteur de 40%
10 rue Champ d'Offies – 59216 DIMONT
- SAS DAM HOLDING, à hauteur de 33,33%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SARL RDRH, à hauteur de 33,33%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- GASTRONOMIE DE CHAMPAGNE, à hauteur de 100%
39 avenue Hoche – 51100 REIMS
- SCI FONCIERE WLS, à hauteur de 50%
1B place du 8 mai 1945 02100 ST QUENTIN
- L'EDITO SAINT QUENTIN, à hauteur de 25%
10 place de l'hôtel de ville 02100 ST QUENTIN
- HOTELIERE DU GRAND SAINT JEAN à hauteur de 30 %
18 rue du Faubourg Madeleine 21200 BEAUNE
- DU GRAND SAINT JEAN à hauteur de 30 %
18 rue du Faubourg Madeleine 21200 BEAUNE
- BK JAURES, à hauteur de 51%
39 avenue Hoche 5100 REIMS
- RD GECO, à hauteur de 100%
39 avenue Hoche 5100 REIMS
- ITALIAN QUEEN DEVELOPPEMENT, à hauteur de 50%
39 avenue Hoche 5100 REIMS

INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 441-14 et D. 441-6, I du Code de commerce, nous vous communiquons les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients en indiquant le nombre et le montant total des factures reçues et émises non réglées au 31/12/2023 et la ventilation de ce montant par tranche de retard, dans le tableau suivant :

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu **(tableau prévu au I de l'article D.441-4)**

	Article D. 441 I. - 1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30	31 à 60	61 à 90	91 et plus	Total (1 jour et +)	0 jour (indicatif)	1 à 30	31 à 60	61 à 90	91 et plus	Total (1 jour et +)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	Ne pas renseigner						Ne pas renseigner					
Montant total HT des factures concernées												
Pourcentage du montant total des achats HT de l'exercice							Ne pas renseigner					
Pourcentage du chiffre d'affaires HT de l'exercice	Ne pas renseigner											
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiements	☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux : (préciser)						☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux : (préciser)					

Conformément aux articles L. 441-14 et D. 441-6, II du Code de commerce, nous vous communiquons les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients en indiquant le nombre et le montant cumulés des factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice et la ventilation de ce montant par tranche de retard, dans le tableau suivant :

Factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice
(tableau prévu au II de l'article D.441-4)

	Article D. 441 II. : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Article D. 441 II. : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						
	0 jour (indicatif)	1 à 30	31 à 60	61 à 90	91 et plus	Total (1 jour et +)	0 jour (indicatif)	1 à 30	31 à 60	61 à 90	91 et plus	Total (1 jour et +)	
(A) Tranches de retard de paiement													
Nombre cumulé de factures concernées		Ne pas renseigner						Ne pas renseigner					
Montant cumulé des factures concernées HT													
Pourcentage du montant total HT des factures reçues dans l'année							Ne pas renseigner						
Pourcentage du montant total des factures émises dans l'année	Ne pas renseigner												
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées													
Nombre des factures exclues													
Montant total des factures exclues													
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)													
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiements	☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux : (préciser)						☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux : (préciser)						

RÉSULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes et résultats

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31/12/2023, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 617 317.06 euros contre 1 467 771.13 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 10.19%.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 361 450.47 euros contre 182 428.50 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 618 955.22 euros contre 565 452.94 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 9.46%.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 15 235.77 euros contre 14 801.79 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 2.93%.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 891 617.66 euros contre 778 294.19 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 14.56%. Le montant des charges sociales s'élève à 244 818.64 euros contre 263 599.24 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -7.12%.

L'effectif salarié moyen s'élève à 7 tout comme pour l'exercice précédent.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à 29 225.51 euros contre 27 143.39 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 7.67%.

Le montant des autres charges s'élève à 163.08 euros contre 1 074.43 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -84.82%.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 1 800 015.88 euros contre 1 650 365.98 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 9.07%.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 4 823.17 euros contre -166.35 euros pour l'exercice précédent.

Quant au résultat courant avant impôts, tenant compte du résultat financier de 1 354 360.35 euros (-72 743.31 euros pour l'exercice précédent), il s'établit à 1 359 183.52 euros contre -72 909.66 euros un an plus tôt.

Le résultat exceptionnel pour l'exercice écoulé s'établit à - 215 135.11 euros contre -101 163.56 euros pour l'exercice précédent.

L'impôt sur les sociétés de l'exercice écoulé ressort à -91 134 euros contre -175 389 euros pour l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 se solde ainsi par un bénéfice de 1 235 182.41 euros contre un bénéfice de 1 315,78 euros pour l'exercice précédent.

Au 31/12/2023, le total du bilan de la Société s'élevait à 12 559 183.80 euros contre 11 383 363.61 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -26,53%.

Comptes consolidés

Conformément aux dispositions des articles L. 225-100, L. 225-100-2 et L. 233-16 du Code de commerce, nous vous présentons ci-après le rapport sur la gestion du groupe et les comptes consolidés de l'exercice écoulé que nous soumettons à votre approbation.

Les principaux chiffres consolidés sont les suivants en K€:

COMPTE DE RESULTAT	2022	2023	COMMENTAIRES
Vente	48 651	57 820	
EBITDA	4 819	4 673	
Résultat d'exploitation	2 351	2 000	
Résultat financier	(244)	(491)	
Résultat exceptionnel	(647)	125	
Résultat net avant minoritaires	856	1 256	
Résultat net par groupe	376	797	

BILAN	2022	2023	COMMENTAIRES
Immobilisations incorporelles	4 411	4 475	
Disponibilités	9 717	11 370	
Dettes financières	(20 946)	(23 414)	
Dette financière nette	(11 229)	(12 044)	
Capitaux propres par groupe	2 775	3 572	

Il n'y a pas eu de mouvements significatifs du périmètre – les variations sont mises en évidence dans le tableau ci-dessous.

Sociétés	Méthode consolidation	31-déc-22		31-déc-23	
		Contrôle %	Intérêt %	Contrôle %	Intérêt %
HRDF	maison mère				
3DG	Intég. Globale	60%	60%	Sortie du périmètre	
BRISTOL REIMS	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
CAPUCCINO	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
EDITO DUNKERQUE	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
EDITO DIJON	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
EDITO REIMS	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
EDITO VALENCIENNES	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
GASTRONOMIE DE CHAMPAGNE	Intég. Globale	Non consolidé		100%	100%
JOUR ET NUIT	Intég. Globale	80%	80%	80%	80%
L'EXPERIENCE	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
LG DIJON	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
LG DUNKERQUE	Intég. Globale	75%	75%	75%	75%
LICENCES INSIDE	Intég. Globale	60%	60%	60%	60%
LM	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
LE MILLENAIRE	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
SCI DU 14 MAI	Intég. Globale	95%	95%	95%	95%
SCI HOCHE III	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
BK HOLDING	Intég. Globale	60%	60%	60%	60%
BK CHAUMONT	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK CORMONTREUIL	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK EPERNAY	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK MURIGNY	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK NEUVILLETTE	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%

BK REIMS	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK THILLOIS	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK VILLERS	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK CHÂTEAU	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK SEDAN	Intég. Globale	Non consolidé		60%	51%
BK JAURES	Intég. Globale	Non consolidé		60%	51%
SB HOLDING	Intég. Globale	60%	60%	66%	66%
SB DIJON	Intég. Globale	75%	66%	66%	66%
SB MUSE	Intég. Globale	75%	66%	66%	66%
SB CHALON SUR SAONE	Intég. Globale	75%	66%	66%	66%
SB TOISON D'OR	Intég. Globale	75%	66%	66%	66%
SB METZ	Intég. Globale	75%	66%	66%	66%
SB THIONVILLE	Intég. Globale	75%	66%	66%	66%
SB TROYES	Intég. Globale	Non consolidé		66%	66%
SB MACON	Intég. Globale	Non consolidé		66%	66%
SHERLOCK LILLE	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
SHERLOCK VERDUN	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
FOOD N CO LEARNING	Intég. Globale	75%	75%	75%	75%
MEETING N CO	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
RDRH	Intég. Globale	100%	84%	100%	84%
DAM HOLDING	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
DAM HOLDING BELGIUM	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
DAM ROUEN	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
HOTELIERE DU PONT	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
HOTELIERE DU GRAND ST JEAN	Mise en équivalence	30%	30%	30%	30%
IMMOBILIERE DU GRAND ST JEAN	Mise en équivalence	30%	30%	30%	30%
HOTELIERE DE CHAMPAGNE	Mise en équivalence	25%	25%	25%	25%

HOTELIERE DU PARC	Mise en équivalence	25%	25%	25%	25%
HOTELIERE DU PONT	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
TABLE DE BRUYERE	Mise en équivalence	40%	40%	40%	40%
ITALIAN QUEEN DEVELOPPEMENT	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
EDITO ST QUENTIN	Mise en équivalence	25%	25%	25%	25%

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 1 235 182.41 euros.

Nous vous proposons de bien vouloir affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31/12/2023 de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice	1 235 182.41 euros
- A titre de dividendes	300 000.00 euros
- Le solde en totalité au compte "autres réserves".	935 182.41 euros

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

- Exercice clos le 31/12/2020 - PV 11/06/2021 AGOA.....	244 839,00 euros
- Exercice clos le 31/12/2021 - PV 30/06/2023 AGOA	1 255 000,00 euros

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver le montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39, 4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 20 261 euros.

Fait à REIMS
Le 18/09/2024

Eric DUJOURD'HUI

Pierre DUJOURD'HUI

LAURENT PÂTÉ

BDO STRASBOURG

HOLDING RD FINANCE

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

LAURENT PÂTÉ
26, rue Buirette
51100 Reims

BDO STRASBOURG
Tour Sébastopol
3, quai Kléber
67000 Strasbourg
S.A.S. au capital de 80 500€
515 125 342 R.C.S Marseille

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale
Grand-Est

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale
d'Aix-en-Provence - Bastia

HOLDING RD FINANCE

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Associés de la société HOLDING RD FINANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HOLDING RD FINANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du gérant.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le gérant.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Reims et Strasbourg, le 04 septembre 2024

Les commissaires aux comptes

LAURENT PÂTÉ



BDO STRASBOURG



Daniel Noël

HRDF : Etats financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

ACTIF	Note	Conso 31/12/23	Conso 31/12/22
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>		k€	k€
Immos incorporelles	4.1	4 475	4 411
Immos corporelles	4.2	14 649	12 355
Immos financières	4.3	3 265	3 621
Titres mis en équivalence	4.3	567	479
Total actif immobilisé		22 956	20 866
<u>ACTIF CIRCULANT</u>			
Stocks		679	640
Créances d'exploitation		652	538
Autres créances	4.4	3 285	2 534
ID actif		20	21
Disponibilités	4.5	11 370	9 717
Charges constatées d'avance		708	736
Total		16 714	14 186
TOTAL ACTIF		39 670	35 052
PASSIF	Note	Conso 31/12/23	Conso 31/12/22
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		k€	k€
Capital		3 001	3 001
Réserves consolidées		(226)	(602)
Résultat		797	376
Capitaux propres part du Groupe	4.6	3 572	2 775
<u>CAPITAUX PROPRES MINORITAIRES</u>		1 099	1 265
<u>Subventions d'investissement</u>		42	50
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>	4.7	188	253
<u>DETTES</u>			
Dettes financières	4.8	23 414	20 946
Fournisseurs	4.9	6 072	4 565
Dettes fiscales et sociales	4.10	5 019	4 812
Autres dettes		263	306
ID passif			0
Produits constatés d'avance		1	80
Total dettes		34 769	30 709
Total passif		39 670	35 052

COMPTE DE RESULTAT	Note	Conso 31/12/23	Conso 31/12/22
Ventes	4.11	57 820	48 651
Autres produits d'exploitation		819	724
Consommations marchandises		(15 146)	(13 019)
Autres achats et charges externes		(16 405)	(12 484)
Impôts et taxes		(632)	(610)
Frais de personnel	4.12	(18 530)	(16 076)
Autres charges d'exploitation		(3 253)	(2 367)
Dotations aux amortissements		(2 673)	(2 468)
Dotations aux provisions			0
Résultat d'exploitation avant amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition		2 000	2 351
Dotation amortissements des écarts d'acquisition			
Résultat d'exploitation après amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition		2 000	2 351
Produits financiers		214	72
Charges financières		(705)	(316)
Résultat financier		(491)	(244)
Produits exceptionnels		1 271	1 277
Charges exceptionnelles		(1 146)	(1 924)
Résultat exceptionnel	4.13	125	(647)
Impôts sur les résultats	4.14	(667)	(632)
Résultat des entreprises intégrées		967	828
QP résultat sociétés mises en équivalence		289	28
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 256	856
Intérêts minoritaires		(459)	(480)
Résultat net de l'ensemble consolidé		797	376

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	Conso 31/12/23	Conso 31/12/22
<u>OPERATIONS D'EXPLOITATION</u>		
	k€	k€
RESULTAT DES SOCIETES INTEGREES	1 256	856
non liés à l'exploitation	(1 058)	(62)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(289)	(28)
Amortissements	2 673	2 468
Provisions pour risques et charges d'exploitation	(173)	1 106
Plus et moins values de cession d'actifs immobilisés	1 179	(310)
Variation des impôts différés - résultat	1	7
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	3 589	4 037
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	688	(235)
FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITE	4 277	3 802
<u>OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS</u>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(5 932)	(4 006)
Acquisitions d'immobilisations financières		(830)
Cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières	1 080	1 051
Variation des immobilisations financières	269	9
Prix d'acquisition des nouvelles activités net de la trésorerie acquise		(350)
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS	(4 583)	(4 126)
<u>OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Remboursement de prêts		765
Variation des concours bancaires courants		(207)
Variation des comptes courants associés	886	(597)
Nouveaux emprunts souscrits auprès des banques (hors crédit-bail)	6 965	5 504
Remboursement d'emprunt (y compris crédit-bail)	(5 389)	(7 534)
Distribution de dividendes et réserves		(1 255)
Distribution de dividendes aux minoritaires	(648)	(302)
Dividendes reçus des mises en équivalence	145	
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENTS	1 959	(3 626)
VARIATION DE LA TRESORERIE	1 653	(3 950)
TRESORERIE A L'OUVERTURE	9 717	13 667
TRESORERIE A LA CLOTURE	11 370	9 717
Variation	1 653	(3 950)

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 : FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE COMPARABILITE DES COMPTES

NEANT

Note 2 : PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

2.1 Base de préparation

Les comptes consolidés du Groupe HRDF ont été établis selon le principe du coût historique. Les états financiers consolidés de HRDF et de toutes ses filiales (le « Groupe ») ont été préparés selon les règles et principes comptables en vigueur en France et conformément au règlement ANC 2020-1.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de HRDF et de ses filiales au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de

la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices et de continuité de l'exploitation.

Tous les soldes et transactions intragroupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Lors de la première consolidation d'une société contrôlée exclusivement, les actifs et passifs identifiables sont évalués à leur juste valeur. L'affectation définitive est réalisée jusqu'à la clôture du premier exercice suivant celui de l'acquisition. La différence entre le prix payé pour contrôler la société et la valeur nette des actifs et passifs identifiables est enregistrée en écarts d'acquisition si la différence est positive, en provision pour risques et charges en cas de différence négative.

Le groupe a décidé d'amortir les écarts d'acquisition sur une durée de 10 ans. Le groupe considère en effet que les écarts d'acquisition représentent un actif avec une durée de vie limitée sans pouvoir la mesurer. Les fonds de commerce acquis séparément sont considérés comme des écarts d'acquisition et amortis sur 10 ans.

Les écarts d'acquisition négatifs sont repris en résultat sur une durée qui reflète les hypothèses retenues et les objectifs fixés par la direction lors de l'acquisition de la société cible, notamment les coûts résultants des opérations de réorganisation et de restructuration nécessaires pour restaurer la compétitivité.

2.2 Périmètre de consolidation

L'intégration globale est pratiquée pour les filiales dont HRDF détient directement ou indirectement le contrôle exclusif. Les filiales dont HRDF partage le contrôle à parité avec un autre associé font l'objet d'une intégration proportionnelle. Les sociétés dans lesquelles HRDF exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. L'influence notable sur une entreprise est présumée pour toute participation supérieure à 20%. Les sociétés dans lesquelles aucune influence notable n'est exercée par HRDF sont exclues du périmètre de consolidation.

La consolidation du 31 décembre 2023 porte sur la société mère et les filiales mentionnées ci-après :

Sociétés	Méthode consolidation	31-déc-23		31-déc-22	
		% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
HRDF	maison mère				
3DG	Intég. Globale	sorti du périmètre		60%	60%
BRISTOL REIMS	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
CAPUCCINO	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
EDITO DUNKERQUE	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
EDITO DIJON	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
EDITO REIMS	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
EDITO VALENCIENNES	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
GASTRONOMIE DE CHAMPAGNE	Intég. Globale	100%	100%	non consolidé	
JOUR ET NUIT	Intég. Globale	80%	80%	80%	80%
L'EXPERIENCE	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
LG DIJON	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
LG DUNKERQUE	Intég. Globale	75%	75%	75%	75%
LICENCES INSIDE	Intég. Globale	60%	60%	60%	60%
LM	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
LE MILLENAIRE	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
SCI DU 14 MAI	Intég. Globale	95%	95%	95%	95%
SCI HOCHÉ III	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
BK HOLDING	Intég. Globale	60%	60%	60%	60%
BK CHAUMONT	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK CORMONTREUIL	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK EPERNAY	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK MURIGNY	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK NEUVILLETTE	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK REIMS	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK THILLOIS	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK VILLERS	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK CHÂTEAU	Intég. Globale	60%	51%	60%	51%
BK SEDAN	Intég. Globale	60%	51%	non consolidé	
BK JAURES	Intég. Globale	60%	51%	non consolidé	
SB HOLDING	Intég. Globale	66%	66%	60%	60%
SB DIJON	Intég. Globale	66%	66%	75%	66%
SB MUSE	Intég. Globale	66%	66%	75%	66%
SB CHALONS SUR SAONE	Intég. Globale	66%	66%	75%	66%
SB TOISON D'OR	Intég. Globale	66%	66%	75%	66%
SB METZ	Intég. Globale	66%	66%	75%	66%
SB THIONVILLE	Intég. Globale	66%	66%	75%	66%
SB TROYES	Intég. Globale	66%	66%	non consolidé	
SB MACON	Intég. Globale	66%	66%	non consolidé	
SHERLOCK LILLE	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
SHERLOCK VERDUN	Intég. Proport.	50%	50%	50%	50%
FOOD N CO LEARNING	Intég. Globale	75%	75%	75%	75%
MEETING N CO	Intég. Globale	100%	100%	100%	100%
RDRH	Intég. Globale	100%	84%	100%	84%
DAM HOLDING	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
DAM Holding Belgium	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
DAM ROUEN	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
HOTELIERE DU PONT	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
HOTEL DU GRAND ST JEAN	Mise en équivalence	30%	30%	30%	30%
IMMOBILIERE DU GRAND ST JEAN	Mise en équivalence	30%	30%	30%	30%
HOTELIERE DE CHAMPAGNE	Mise en équivalence	25%	25%	25%	25%
HOTELIERE DU PARC	Mise en équivalence	25%	25%	25%	25%
HOTELIERE DU PONT	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
TABLE DE BRUYERE	Mise en équivalence	40%	40%	40%	40%
ITALIAN QUEEN DEVELOPPEMENT	Mise en équivalence	33%	33%	33%	33%
EDITO ST QUENTIN	Mise en équivalence	25%	25%	25%	25%

Le groupe a acquis le 27 décembre 2023 6 % d'intérêt financier supplémentaire dans le sous-groupe SB Holding, cette transaction a été prise en compte dans la détermination des intérêts minoritaires à la clôture de l'exercice.

Une restructuration de l'actionnariat dans les restaurants de l'enseigne « Italian Queen » a eu lieu le 29 décembre 2023, au terme de laquelle, HRDF détient 50% avec un autre associé détenant le même pourcentage. Cette participation a été mise en équivalence au cours de l'exercice compte tenu de la date de la restructuration.

Gastronomie de Champagne est consolidé par intégration globale pour la première fois et le groupe a continué à développer les points de vente Burger King et Starbucks.

Note 3 : REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées initialement à leur coût. Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication que l'immobilisation incorporelle s'est dépréciée.

Les logiciels, concessions et autres immobilisations incorporelles sont amortis sur des durées comprises entre 2 et 5 ans.

- Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition. Après sa comptabilisation initiale, il est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur éventuelles. Il n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de perte de valeur dès qu'un indice de perte de valeur est constaté et systématiquement au 31 décembre, date de clôture de l'exercice. En cas de cession d'une participation, la plus ou moins-value de cession tient compte de la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition relatif à l'activité cédée.

La valeur recouvrable des écarts d'acquisition a été déterminée par référence à la valeur d'utilité en utilisant les critères habituels dans la restauration (multiple de chiffre d'affaires et situation géographique, rentabilité, actualisation des flux futurs de trésorerie).

Le groupe comptabilise une provision lorsque sa valeur recouvrable (montant le plus élevé entre le prix de cession et la valeur d'utilité) est inférieure à la valeur nette comptable.

- Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif.

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

Immobilisations décomposables	Durée
- constructions	20 ans
- agencements et aménagements	10 à 15 ans
- installations techniques	5 à 10 ans
- matériel et outillage	5 à 10 ans
- matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
- matériel de transport	3 à 8 ans
- mobilier	5 à 10 ans

- Contrats de crédit-bail

Les immobilisations financées au moyen de contrat de location financement sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité généralement appliquées par le Groupe.

Le tableau des flux de trésorerie reflète uniquement les flux de la période écoulée. Ainsi aucun flux de trésorerie n'est enregistré lors de la signature du contrat au titre des opérations d'investissement et de financement réalisées dans le cadre de contrat de crédit-bail. Les lignes « acquisitions d'immobilisations » et « augmentation des dettes financières » du tableau des flux de trésorerie n'incluent pas les flux relatifs à la souscription de contrats de crédit-bail.

- Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation égale à la différence est constatée.

- Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués selon la méthode du prix moyen pondéré. La valeur brute comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constatée pour les articles à rotation nulle ou à rotation lente.

- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale diminuée éventuellement d'une provision évaluée en fonction du risque de non-recouvrement.

- Imposition différée

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces différences temporelles déductibles, pourront être imputées.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et règles fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non au compte de résultat.

- Trésorerie et équivalents de trésorerie :

La société considère comme disponibilités et valeurs mobilières de placement les placements très liquides, c'est à dire pouvant être achetés ou revendus à tout moment sur la base de prix déterminés journallement, et ne présentant pas de risque significatif de taux et de contrepartie.

- Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

- Provisions pour engagements de retraite

Le Groupe procède à la comptabilisation de ses engagements en matière de retraites et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel. Cette évaluation tient compte des droits déterminés à la clôture de chaque exercice selon une méthode actuarielle rétrospective, qui tient compte du salaire de fin de carrière, de l'ancienneté et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ de retraite. Lorsque cette obligation est couverte par des versements effectués à un fonds externe, la provision est équivalente au montant total de l'engagement diminué de ces versements. La variation des provisions est comptabilisée dans les charges de personnel.

- Reconnaissance des produits

Le produit des activités ordinaires est comptabilisé lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens.

- Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels correspondent aux charges et produits hors gestion courante de la société. Ils se caractérisent par leur nature inhabituelle ou leur montant significatif. Dans la pratique, la société applique une vision limitative de la notion d'exceptionnel qui est limitée aux éléments suivants :

- coûts de restructuration, de réduction d'effectif, et de réorganisation ;
- plus ou moins-value sur cessions d'immobilisations ;
- coûts liés à des actifs hors exploitation.

Note 4 : EXPLICATION DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles hors écarts d'acquisition

immobilisations incorporelles	31-déc-23	31-déc-22
valeur brute à l'ouverture	744	637
acquisitions	170	57
cessions		
autres	11	50
variation de périmètre		
valeur brute à la clôture	925	744

Amortissements et dépréciations

Amortissements immobilisations incorporelles	31-déc-23	31-déc-22
amortissements cumulés à l'ouverture	151	126
dotations aux amortissements	34	26
reprises sur amortissement		
autres		
variation de périmètre		
amortissements cumulés à la clôture	185	152

Valeur nette comptable	740	592
-------------------------------	------------	------------

Ecarts d'acquisition

Ecarts d'acquisition et assimilés	31-déc-23	31-déc-22
valeur brute à l'ouverture	4617	5152
acquisitions		
cessions	-1083	-335
autres	201	
variation de périmètre		-200
valeur brute à la clôture	3735	4617

Provision pour dépréciation		-798
------------------------------------	--	-------------

Valeur nette à la clôture	3735	3819
----------------------------------	-------------	-------------

Valeurs nettes

	31-déc-23	31-déc-22
Valeur nette comptable incorporels	740	592
Valeur nette comptable écarts d'acquisition	3735	3819
Total	4475	4411

4.2 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes :

Immobilisations corporelles

	<u>31-déc-23</u>	<u>31-déc-22</u>
valeur brute à l'ouverture	24551	21775
acquisitions	5762	3949
cessions	-2982	-987
autres		
variation de périmètre	35	-186
valeur brute à la clôture	27366	24551

Amortissements et provision pour dépréciation :

	<u>31-déc-23</u>	<u>31-déc-22</u>
amortissements cumulés à l'ouverture	12016	10281
dotations aux amortissements	2594	2363
reprises sur amortissement	-1806	-581
autres		
variation de périmètre		-47
amortissements cumulés à la clôture	12804	12016

Provision pour dépréciation		337
------------------------------------	--	------------

Valeurs nettes :

	<u>31-déc-23</u>	<u>31-déc-22</u>
Valeur nette comptable hors crédit bail	14562	12198
Valeur nette des immobilisations financées en crédit bail	87	157
	14649	12355

Ventilation des immobilisations corporelles par nature

	<u>31-déc-23</u>	<u>31-déc-22</u>
Terrains	20	20
Constructions	1357	1249
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1884	1036
Autres immobilisations corporelles	9222	9055
Immobilisations en cours	2166	995
Total	14649	12355

4.3 Immobilisations financières

	<u>31-déc-23</u>	<u>31-déc-22</u>
Titres mis en équivalence	459	479
Titres participations non consolidés		
Créances rattachées à des participations non consolidées	1585	1991
Obligations convertibles	830	830
Autres immobilisations financières	981	800
Provision pour dépréciation	-131	
	3724	4100

Les participations mises en équivalence sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les principales caractéristiques de ces participations sont :

en k€	Chiffre d'affaires		Résultat net	
	31-déc-23	31-déc-22	31-déc-23	31-déc-22
DAM HOLDING	1552	1346	-89	-68
HOTEL DU GRAND ST JEAN	1296	1253	-437	-28
IMMOBILIERE DU GRAND ST JEAN	436	231	-44	-4
HOTELIERE DE CHAMPAGNE	1646	1478	145	115
HOTELIERE DU PARC	2843	2723	534	562
HOTELIERE DU PONT	2238	2155	251	386
TABLE DE BRUYERE	497	387	84	28
ITALIAN QUEEN DEVELOPPEMENT	2743	1682	370	-243
EDITO ST QUENTIN	3080	3067	52	87
Total	16331	14322	866	835

Les obligations convertibles ont été émises le 25 mars 2022 par le Grand St Jean.

4.4 Autres créances

	31-déc-23	31-déc-22
Crédits vendeurs associés	295	240
Aides coûts fixes	784	963
TVA	1144	848
Remises, ristournes à recevoir	94	177
Etat produits à recevoir	24	38
Prix de cession actif	800	
Autres	124	268
	3265	2534

L'Etat a mis en œuvre durant l'année 2021 différentes dispositions pour accompagner les entreprises pénalisées par la crise sanitaire. Ces dispositions ont fluctué au fil des mois et le Groupe a tenté de suivre ces aménagements successifs au fur et à mesure de leur apparition. Il est apparu au final que notre Groupe ne pouvait bénéficier du Fonds de solidarité mais relevait de l'aide coûts fixes. Le Groupe a immédiatement et à de multiples reprises effectué les démarches pour annuler le fonds de solidarité et s'inscrire dans le cadre de l'aide coûts fixes.

Les aides coûts fixes s'élevaient à 963k€ et avaient été comptabilisées en autres produits d'exploitation et en autres créances dans le bilan consolidé au 31 décembre 2021 et 2022. Ce montant a été ramené à 784k€ suite aux cessions intervenues au cours de l'exercice.

Le groupe considère toujours que les aides coûts fixes ne peuvent pas être remises en cause et que leur non-versement est uniquement dû aux retards de l'administration fiscale.

4.5 Disponibilités :

	31/12/2023 k€	31/12/2022 k€
Valeurs mobilières de placement	461	108
Comptes bancaires	10909	9 609
Total frais de personnel	11 370	9 717

4.6 Capitaux propres

- Capital social : il est composé de 5504 actions
- Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes d'émission et autres réserves	Résultat	Total
Capitaux propres au 31/12/2021	3 001	-2 818	1 003	1 186
Affectation résultat n-1		1 003	-1 003	0
Résultat de l'exercice			376	376
Changement de méthode		2 486		2 486
Dividendes		-1 255		-1 255
Autres mouvements		-18		-18
Capitaux propres au 31/12/2022	3 001	-602	376	2 775
Affectation résultat n-1		376	-376	0
Résultat de l'exercice			797	797
Changement de méthode				0
Dividendes				0
Autres mouvements				0
Capitaux propres au 31/12/2023	3 001	-226	797	3 572

La variation des intérêts minoritaires sur l'exercice s'analyse comme suit :

	<u>31-déc-21</u>	<u>résultat</u>	<u>dividendes</u>	<u>autres</u>	<u>31-déc-22</u>
Minoritaires	1091	480	-302	-4	1265

	<u>31-déc-22</u>	<u>résultat</u>	<u>dividendes</u>	<u>autres</u>	<u>31-déc-23</u>
Minoritaires	1265	459	-648	23	1099

4.7 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent aux provisions pour indemnités de départ à la retraite et aux provisions pour couvrir les pertes des sociétés mises en équivalence lorsque le groupe considère qu'il a un engagement de couvrir sa quote-part de pertes.

4.8 Emprunts et dettes financières.

- Analyse des dettes par nature

Dettes financières	31-déc-23	31-déc-22
Emprunts auprès des établissements de crédit	19368	17722
Concours bancaires	0	0
Intérêts courus non échus	30	24
Crédit bail	87	157
Comptes courants associés	3929	3043
TOTAL	23414	20946

- Analyse des dettes par origine

-

Emprunts auprès des établissements de crédit	31-déc-22	31-déc-21
Montant à l'ouverture	17722	19859
Nouveaux emprunts	6965	2654
Remboursements	-5319	-4454
Variation de périmètre		-337
Montant à la clôture	19368	17722

Crédit bail	31-déc-22	31-déc-21
Montant à l'ouverture	157	140
Nouveaux emprunts	0	97
Remboursements	-70	-80
Variation de périmètre		
Montant à la clôture	87	157

- Ventilation des dettes financières par échéance

en k€	Total	2024	2025	2026	2027	2028	Après 2028
Emprunts contractés auprès des banques (i)	19 368	3 824	4 073	3 384	2 153	1 739	4 195
Emprunts sur crédit bail et locations	87	77	10				
Comptes courants associés	3 929	3 929					
Total dettes financières	23 384	7 830	4 083	3 384	2 153	1 739	4 195
Concours bancaires	0						
Intérêts courus non échus	30	30					
TOTAL	23 414	7 860	4 083	3 384	2 153	1 739	4 195

4.9 Dettes fournisseurs :

Toutes les dettes fournisseurs sont à moins d'un an.

4.10 Dettes fiscales et sociales

	31-déc-23	31-déc-22
Personnel	1865	1728
Charges sociales	825	800
TVA	393	328
Fonds de solidarité	1646	1807
Etat charges à payer	246	89
Autres	44	60
	5019	4812

L'Etat a mis en œuvre durant l'année 2021 différentes dispositions pour accompagner les entreprises pénalisées par la crise sanitaire. Ces dispositions ont fluctué au fil des mois et le Groupe a tenté de suivre ces aménagements successifs au fur et à mesure de leur apparition. Il est apparu au final que notre Groupe ne pouvait bénéficier du Fonds de solidarité mais relevait de l'aide coûts fixes. Le Groupe a immédiatement et à de multiples reprises effectué les démarches pour annuler le fonds de solidarité et s'inscrire dans le cadre de l'aide coûts fixes.

Les montants perçus dans le cadre des fonds de solidarité avaient été isolés et enregistrés pour 1807 k€ en dettes fiscales et sociales sans être enregistrés en résultat. La situation est identique au 31 décembre 2022. Ce montant a été ramené à 1646k€ suite aux cessions intervenues au cours de l'exercice.

4.11 Chiffre d'affaires

La totalité du chiffre d'affaires est réalisée en France.

4.12 Charges de personnel

- *Détail des charges de personnel*

	31/12/2023 k€	31/12/2022 k€
Salaires	15320	13 111
Charges sociales	3210	2 965
Total frais de personnel	18 530	16 076

- *Effectif moyen au cours de l'exercice*

L'effectif au cours de la période était de 613 personnes (équivalent temps plein) contre 514 en 2022.

4.13 Résultat exceptionnel :

	31/12/2023 k€	31/12/2022 k€
Plus-et moins values sur cessions d'immobilisations	-1179	310
Provision pour dépréciation d'immobilisations à céder	1080	-1135
Autres	224	178
Résultat exceptionnel	125	-647

4.14 Impôt sur les sociétés :

	31/12/2023 k€	31/12/2022 k€
Impôts dus sur les bénéfices	-667	-625
Impôts différés sur les bénéfices		-7
Total Impôts sur les bénéfices	-667	-632

Variation entre taux d'impôt en vigueur et le taux effectif :

	31/12/2023 K€	31/12/2022 K€
Résultat avant impôt et mise en équivalence	1634	1460
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur	-409	-365
Déficits fiscaux non reconnus	-244	-74
Sortie et provision écart d'acquisition	-94	-162
Autres variations (différences permanentes,...)	79	-31
Totaux	-667	-632

Impôts différés au bilan :

Les impôts différés au bilan correspondent essentiellement aux impôts différés actifs constatés sur la provision pour indemnités de fin de carrière.

Groupe fiscal intégré :

Un groupe fiscal intégré a été constitué dont la tête est la société HRDF. Ce groupe comprend les sociétés suivantes : Sherlock Lille, Bristol Reims, l'Edito Reims, L'expérience, SCI du 14 mai, MR. FOGG'S, l'Edito Dunkerque, L'Edito Dijon et Meeting'n Co.

4.15 Engagements financiers donnés :

Le groupe n'a pas d'engagements en dehors des cautions données par la maison-mère aux banques dans le cadre des financements obtenus par les sociétés consolidées.